

Les réalités du "pillage" de la France

Accusé de "spolier" les ressources économiques de la République centrafricaine, Paris y défend pourtant des intérêts négligeables. Analyse.

A la demande de plusieurs services diplomatiques, le ministère de l'économie et des finances a synthétisé la réalité de la présence française en République centrafricaine à travers une note du 18 janvier. Dans ce document que *La Lettre du Continent* a pu se procurer, Bercy rappelle que le volume annuel des échanges commerciaux entre les deux pays n'excède pas 30 millions €.

PIB

Les exportations de la France vers la Centrafrique s'établissent à 28 millions € pour 3 millions € d'importations. Le solde reste donc excédentaire pour l'Hexagone, mais d'un niveau extrêmement faible. En 2017, il n'a atteint que 25,7 millions €. Ces échanges doivent être rapportés à la réalité du produit intérieur brut (PIB) centrafricain : deux milliards \$, soit 2% à peine du PIB de la **Cemac** (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) et dix-sept fois moins que celui du Cameroun.

Plus concrètement, ces échanges commerciaux représentent 0,07% du CA de la France en Afrique et 0,0031% de ses échanges mondiaux. Ce chiffre aurait pu être entraîné par les activités minières. Or le groupe nucléaire **Areva** (rebaptisé depuis **Orano**), propriétaire du site d'uranium de *Bakouma* (sud-est) depuis 2006, n'a pas commencé à exploiter sa concession. Jadis influent, **Rougier** a, pour sa part, quitté le pays. **Bureau Veritas** a emboîté le pas au groupe forestier en janvier dernier.

Stratégie

De fait, le nombre d'opérateurs hexagonaux sur le terrain est pelliculaire. Ils ne sont pas plus d'une dizaine si l'on excepte les établissements de restauration. *"Le CA des plus grosses entreprises est comparable à celui d'une PME-PMI"*, explique Bercy. Ces dernières

sont dominées par les groupes agro-industriels tels le brasseur **Castel** à travers sa filiale **Mocaf**, la **Sucaf**, filiale du groupe **Somdiaa** d'**Alexandre Vilgrain**, ou encore l'**Industrie forestière de Batalimo** (IFB).

Cette présence est complétée par celle de groupes emblématiques comme **Total**, qui officie dans la distribution pétrolière. Le groupe ne réalise en Centrafrique que 0,05% de son CA (150 milliards € en 2018). D'autres entités comme la société **Powers sécurité**, filiale du groupe **Seris**, s'activent dans le secteur de la protection.

Quant aux activités de **Bolloré** via la **Socatraf**, **Orange**, **Sogea-Satom** ou encore **Air France**, elles répondent davantage à une politique d'influence. Et à la note de conclure que cette présence en République centrafricaine n'a *"pas d'autres intérêts stratégiques que celui de couvrir l'intégralité de l'Afrique centrale"*.

© Copyright La Lettre du Continent.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 57873739



La publication est éditée par le groupe Indigo Publications (Paris)
Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire 1220 W 90644)